

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Droit du travail (France) > **ANI : Dans la rue contre le gouvernement, pour que le Medef ne fasse pas (...)**

ANI : Dans la rue contre le gouvernement, pour que le Medef ne fasse pas la loi !

vendredi 1er mars 2013, par [DEMARCO Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 28 février 2013).

Depuis mai dernier, le gouvernement Hollande-Ayrault poursuit et accélère la politique d'austérité initié par le gouvernement précédent : diminution du nombre de fonctionnaires, blocage de leurs salaires, coupes dans les budgets sociaux, transmission de certaines responsabilités de l'État aux collectivités locales sans leur en fournir les moyens financiers, etc. Avec l'Accord national interprofessionnel (ANI), il livre les droits des salariéEs sur un plateau à la rapacité du patronat. Hollande avait déjà mis en place « l'accord compétitivité » : politique d'austérité pour la majorité des salariéEs, mais salves de cadeaux fiscaux de 20 milliards pour le patronat, pardon « les entreprises », afin de créer le fameux « choc de compétitivité ». Tout cela dans un contexte de suppressions massives d'emplois publics et privés. Toujours pas assez au goût de certains.

Mépris social, mépris de classe

Face à un gouvernement qui roule pour eux, les patrons et leur super syndicat, le Medef, sont à l'offensive, et certains se sentent tellement pousser des ailes qu'ils vont jusqu'à l'insulte. C'est le cas du PDG de Titan qui, dans une lettre adressée à Montebourg, traite les ouvriers de Goodyear de fainéants grassement payés. Face à de telles déclarations, même Laurence Parisot a dû réagir en déclarant « qu'il y avait quelque chose de tout à fait inacceptable dans les propos de M. Taylor », mais aussi que « par cette façon très provocante de dire des choses, il met en avant des anomalies et des dysfonctionnements qu'il faut que nous corrigions. » Bref, il a tort sur la forme, mais sur le fond il a raison (les salariés en France ne travaillent pas assez) ! Ne doutons pas que le Medef surfera sur ces propos pour remettre en cause les 35 heures et pour faire pression sur le gouvernement comme il l'a fait sur de nombreux sujet, en particulier sur l'accord dit de flexi-sécurité.

Se mobiliser réellement contre l'ANI

L'Accord national interprofessionnel, signé le 11 janvier par le Medef et la « troïka » syndicale CFDT-CFTC-CGC, va être transposé en loi par le gouvernement. Un projet de loi qui sera présenté au Conseil des ministres le 6 mars. En décidant d'inscrire dans la loi cet accord s'appliquant au niveau national et à l'ensemble des salariéEs, le gouvernement montre son empressement vis-à-vis du patronat. Cette loi de flexibilité sera en effet une nouvelle arme pour tous les patrons. Elle leur donnera la possibilité de licencier plus vite et moins cher. Elle les autorisera à baisser les salaires, à imposer la mobilité, à rallonger le temps de travail. Le seul titre de l'accord, « Accord national interprofessionnel, ANI, (...), au service de la compétitivité des entreprises » montre que l'objectif est de subordonner la vie, le salaire, les conditions de travail des salariés à cette « compétitivité », c'est-à-dire aux profits de quelques-uns. D'un bout à l'autre, article après article, ce sont les souhaits du patronat qui se trouvent exaucés et les pseudo nouveaux droits pour les salariéEs sont inexistants.

Face à cet accord de régression sociale majeur, FO et la CGT, rejoints par Solidaires et la FSU, appellent à une journée d'action et de mobilisation le 5 mars. Il faut évidemment que cette journée soit une véritable réussite mais, on le sait, une seule journée ne suffira pas pour aboutir au retrait du

projet de loi. C'est donc un vrai mouvement d'ensemble, généralisé, dans la durée, qu'il faut construire. Toute la gauche sociale et politique doit être au rendez-vous.

Construire une véritable opposition de gauche

On le voit au quotidien, il n'y a pas que l'ANI, c'est toute une politique de régression sociale qui est mise en œuvre par ce gouvernement. Par ailleurs, l'aggravation de la crise capitaliste oblige le gouvernement à durcir ses prévisions économiques, annonçant donc une aggravation de la politique d'austérité : des réductions de dépenses publiques encore plus importantes (au moins 15 milliards de coupes supplémentaires), la baisse ou la fiscalisation des allocations familiales, le gel des retraites – voire leur baisse – par augmentation des cotisations versées par les pensionnés avec en prime un nouveau recul de l'âge de départ en retraite ; des économies sur la formation professionnelle, le logement, l'aide aux chômeurs... On en oublie, mais Hollande et Ayrault, leurs ministres et leurs conseillers, penseront à tout !

Plus que jamais, il est urgent d'avoir une véritable opposition unitaire de gauche à ce gouvernement, une opposition qui propose une alternative politique de rupture pour répondre aux besoins du plus grand nombre.

Sandra Demarcq

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 184 (28/02/13).